

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

CITOYENNES, CITOYENS,

Pour la seconde fois, je viens solliciter vos suffrages mais avec la satisfaction d'être le porte-drapeau de toutes les forces démocrates-socialistes de la circonscription. Je n'aurai pas, malgré mon grand désir, la possibilité de visiter toutes les communes. Nous sommes tenus, mon ami Raymond WERNERT et moi-même par nos obligations professionnelles, et ce n'est pas en quelques soirées que nous pourrions aller dire partout ce que nous sommes et ce que nous voulons. C'est pourquoi je vous demande d'apporter toute votre attention à la profession de foi que voici :

Je ne suis pas candidat de la majorité et je me présente à vos suffrages !

Je n'ignore pas que les tenants du pouvoir font peser sur vous la menace du "chaos" si leur majorité disparaît et je me présente tout-de-même à vos suffrages.

Parce que je suis jeune et que l'avenir me préoccupe plus que le passé,

Parce que je ne cède pas au chantage de la peur du lendemain,

Parce que les pressions que subit le pays me font un devoir de dire ce qui ne va pas,

Je me présente à vos suffrages.

SOYEZ LOGIQUES

En dépit des brevets quotidiens que se décerne le régime par sa presse, par notre Radio et Télévision qu'il utilise abusivement,

Vous savez, Electrices et Electeurs, comme moi, que les faits démentent ces affirmations.

VOUS SAVEZ QUE

Le niveau de vie du Français ne s'est pas élevé proportionnellement à l'augmentation du revenu national qui, mal réparti, ne profite qu'à une minorité.

L'instabilité et l'insuffisance de l'emploi sont telles que des milliers de jeunes ont dû quitter les Vosges, que le chômage total ou partiel frappe durement et souvent.

SAVEZ-VOUS QUE

Les problèmes aussi fondamentaux que **l'Équipement, la Reconversion, l'Aménagement** sont trop souvent laissés à l'initiative privée d'où certains échecs retentissants ?

SAVEZ-VOUS QUE

Le drame du logement est le seul fait de l'Etat qui en fixe des contingents insuffisants et des prix de location ou d'accession trop élevés.

L'Enseignement et la **Jeunesse** n'ont pas été mieux traités et si le gouvernement se flatte d'une action importante dans ce domaine, il tente de faire oublier les classes surchargées du "Primaire" à l'Université, la fermeture des Ecoles rurales, la tentative d'abandon des classes maternelles, le retard constant de la construction scolaire par rapport à la poussée démographique, l'insuffisance du nombre de centres d'enseignement technique.....

Les équipements collectifs (autoroutes, routes, hôpitaux, liaison fluviale Nord-Méditerranée) ont subi de tels retards de réalisation et pèsent si lourdement sur les finances des collectivités que l'économie en est gravement hypothéquée.

UNE FISCALITE de plus en plus lourde

UNE SECURITE SOCIALE (et Allocations Familiales) constamment menacées.

DES ANCIENS COMBATTANTS et Victimes de Guerre presque ignorés,

DES RETRAITES et PENSIONNES privés de la juste assurance de leurs vieux jours.

BREF, d'immenses perspectives de progrès sacrifiées à la poursuite de **chimères** !

Par contre, une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous, de répartir équitablement les résultats de la production, de reconnaître aux salariés, aux agriculteurs et aux intellectuels les droits qui sont les leurs et de respecter la priorité pour les besoins essentiels : l'enseignement, le logement, la santé.

— Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national, décidé par le Parlement pour la durée de la législature ;

— La sélection des dépenses d'équipement financées par l'état, afin d'augmenter la production dans les secteurs indispensables à un pays moderne : les transports, la construction, le téléphone...

— La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'état.

Une économie dynamique exige et permet des finances saines. Celles-ci sont inséparables de la justice fiscale. Nous proposons donc :

— Le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu ;

— La suppression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus et la lutte contre la fraude fiscale ;

— La taxation des plus-values capitalistes ;

— La réforme des droits de succession au profit des héritages modestes ;

— La création d'une banque nationale d'investissements.

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient toujours entraîner un relèvement continu du niveau de vie. Une véritable démocratie ne peut se contenter d'affirmer des droits politiques ; elle suppose la reconnaissance de droits économiques et sociaux assurant les égalités essentielles entre tous.

— Le droit au travail exige le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, le plein emploi et une politique préventive de reconversion.

— Le droit à la santé exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale.

— Le droit au logement exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 sociaux, la prééminence de l'initiative publique en matière d'urbanisme,

— Le droit à la solidarité nationale exige :

— pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation,

- pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant,
- pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 (dommages de guerre),
- pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement des crédits du Fonds national de solidarité,
- pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales,
- pour la femme, l'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances et qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire.
- le respect du principe "A travail égal, salaire égal"

Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, Il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique de la jeunesse et des loisirs. Nous proposons :

- Le développement des constructions scolaires, notamment pour les écoles maternelles et l'enseignement technique,
- l'augmentation des bourses et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur,
- la gratuité de l'enseignement avant et pendant la scolarité obligatoire,
- la refonte et l'allègement des programmes,
- le respect de la laïcité de l'école et du devoir essentiel de l'état à l'égard de ses écoles,

Pour la recherche scientifique, nous proposons :

- l'augmentation des crédits pour la recherche fondamentale et industrielle,

Pour la jeunesse, nous proposons :

- l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans,
- l'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois,
- le développement de l'éducation physique et des installations sportives,
- Le développement des institutions culturelles (maison de la culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme, etc...),

L'agriculture est un élément fondamental de la vie d'un pays. Sa transformation sous l'effet des besoins et des techniques est d'une réalité pressante. Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale.

Nous proposons :

- la recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun,
- la hausse des revenus agricoles par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
- l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T.V.A. pour les produits nécessaires aux agriculteurs ;
- le développement de la coopération et de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, etc...), la lutte contre le démembrement et contre la hausse des prix du sol.

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous qui doit s'exprimer dans une société de liberté. Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et pour assurer la stabilité dans une démocratie authentique, nous proposons :

- Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le gouvernement pour la durée de la législature,
- La liberté de l'information et l'indépendance de la radio télévision à l'égard de tous les pouvoirs ;
- La reconnaissance des syndicats dans l'entreprise.

La paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux.

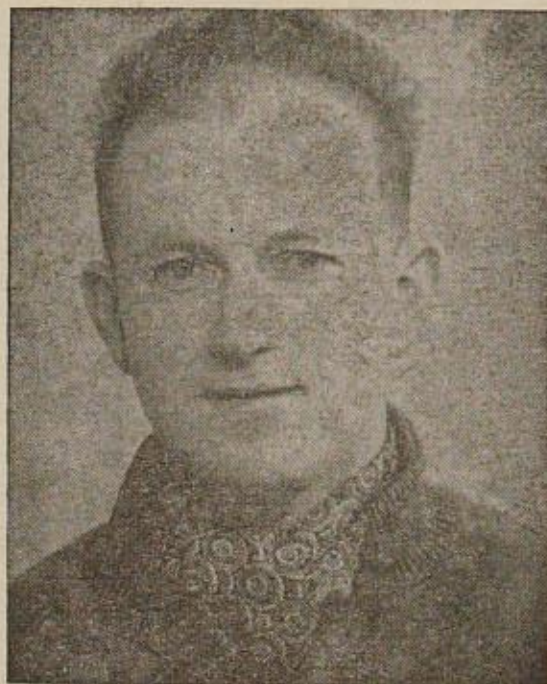
Nous proposons :

- La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement.
- Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé par la participation de notre pays à la Conférence de Genève, la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires.
- Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un parlement européen, élargie à la Grande Bretagne et aux états scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes.

Au nom de LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE et SOCIALISTE qui donne l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique, je vous propose :

Un véritable contrat dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre pays, de votre désir d'assurer l'union des forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes.

En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.



Gilbert PIERSON

Agriculteur

Conseiller Municipal à Seraumont

Médaille Militaire

Croix de Guerre

Croix du Combattant Volontaire 1939-45

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Remplaçant Eventuel :

Raymond WERNERT

Professeur à Mirecourt